



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA CORREZE

Arrêté Préfectoral

Règlement d'eau pour droit fondé en titre

Centrale hydroélectrique dite « Moulin Richard » sur la rivière l'Auvézère

Commune de SEGUR LE CHATEAU

Le préfet de la Corrèze,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code rural ;

Vu la loi du 16 octobre 1919 modifiée relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique ;

Vu le code de l'énergie, livre V ;

Vu le code de l'environnement, livre II, titre Ier, chapitres 1er à 7 ;

Vu les articles R. 214-71 à R. 214-85 du code de l'environnement ;

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 26 août 2013 portant délégation de signature à M. Gérard PEROT, directeur départemental des Territoires de la Corrèze ;

VU l'arrêté du 03 septembre 2013 portant subdélégation de signature à M. Stéphane LAC, chef du service de l'environnement, de la police de l'eau et des risques ;

Vu le dossier en date du 29 juin 2013, par lequel Monsieur PUYDEBOIS Jean, 9 rue Cuvier 19100 BRIVE, demande la reconnaissance de son droit fondé en titre relatif à l'utilisation de l'énergie hydraulique de la rivière l'Auvézère, au Moulin Richard sur la commune de SEGUR LE CHATEAU;

Vu les pièces de l'instruction ;

Considérant que l'ouvrage utilisant la force motrice de l'eau est reconnu fondé en titre ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires ;

Arrêté

Art. 1.- Autorisation de disposer de l'énergie

Monsieur PUYDEBOIS Jean est fondé, dans les conditions du présent règlement, à disposer de l'énergie de la rivière l'Auvézère, masse d'eau FRFR46B, pour la mise en jeu d'une entreprise située sur le territoire de la commune de SEGUR LE CHATEAU en Corrèze et destinée à la production d'énergie hydroélectrique en vue de son autoconsommation et/ou de sa vente.

La puissance maximale brute hydraulique fondée en titre calculée à partir du débit maximal de la dérivation et de la hauteur de chute brute maximale est fixée à **93,50 kW**.

L'installation fondée en titre, construite antérieurement à la promulgation de la loi du 16 octobre 1919 et d'une puissance inférieure à 150 kilowatt, est dotée d'une existence légale en regard de ladite loi, dès lors qu'elle reste dans les caractéristiques énumérées ci-après :

- Hauteur de chute brute * : 2,85 m.
- Débit maximum prélevé (dérivé) : 3344 l/s
- Débit moyen prélevé (dérivé) : 1886 l/s
- Puissance brute maximale : 93,50 kW.

* La hauteur de chute brute est la différence d'altitude, exprimée en mètre, entre le niveau de l'eau à la prise d'eau (cote de surface libre en eaux moyennes) et le niveau de l'eau au droit de la restitution.

Art. 2.- Section aménagée

Les eaux sont dérivées au moyen d'un barrage situé sur la rivière l'Auvézère, commune de SEGUR LE CHATEAU.

Le barrage est équipé en rive gauche d'une échancrure (0,35 x 0,25) qui doit permettre de délivrer un débit réservé minimum de 240 l/s, soit 1/10 du module (débit moyen inter-annuel).

Elles sont restituées à la rivière l'Auvézère, commune de SEGUR LE CHATEAU.

La hauteur de chute brute maximale est de 2,85 mètres (pour le débit dérivé autorisé).

La longueur du lit court-circuité est d'environ 46 mètres.

Art. 3.- Acquisition des droits particuliers à l'usage de l'eau exercés

Sans objet

Art. 4.- Éviction des droits particuliers à l'usage de l'eau non exercés

Sans objet

Art. 5.- Caractéristiques de la prise d'eau

L'ouvrage de prise d'eau est réalisé au droit du barrage de retenue, en rive droite de la rivière.

- Niveau normal d'exploitation au niveau du barrage : 272 NGF ;
- Débit moyen prélevé (dérivé) : 1886 l/s

- Débit réservé minimum : 240 l/s
- Module : 2400 l/s

Le débit minimal biologique (débit réservé) du cours d'eau ne peut pas être inférieur au 1/10^e du débit moyen inter-annuel du cours d'eau (module) en aval immédiat de l'ouvrage ou au débit naturel du cours d'eau si celui-ci est inférieur. Il garantit en permanence la vie, la circulation et la reproduction des poissons dans le tronçon court-circuité.

Les valeurs retenues pour le débit maximal de la dérivation et le débit à maintenir dans la rivière (débit réservé) sont affichées à proximité immédiate de la prise d'eau et de l'usine, de façon permanente et lisible pour tous les usagers du cours d'eau.

Art. 6.- Caractéristiques de la chambre d'eau (bief)

Une grille inclinée dont les barreaux sont espacés de 65 mm maximum est positionnée en amont des moteurs hydrauliques du moulin afin d'assurer la protection du poisson.

Art. 7.- Caractéristiques du barrage de la prise d'eau

Le barrage de prise d'eau a les caractéristiques suivantes :

Type : Barrage-poids en pierre et béton .

Hauteur au-dessus du terrain naturel : 2,56 mètres ;

Longueur en crête : 32,50 mètres ;

Art. 8.- Dispositif de prise et de mesure du débit à maintenir

L'ouvrage de prise d'eau, situé à l'entrée du canal d'amenée, doit garantir le débit à maintenir dans la rivière (débit réservé) et le débit maximum prélevé (débit dérivé).

Deux dispositifs distincts permettent en tout temps de vérifier le respect des débits :

- Repère de contrôle de la côte NGF 272 : une pointe en acier peinte en vert est fixée dans le mur du moulin à NGF 272 + 1 m (hauteur) et à 1,20 m de l'angle du mur du moulin au droit du seuil.
- Repère de contrôle de la hauteur d'eau à l'entrée de la centrale : une échelle limnimétrique est scellée du côté droit du canal d'amenée devant les grilles. Le chiffre 3 correspond à la côte NGF 272.

Les deux dispositifs doivent être ré-étalonnés à la suite d'évènements hydrauliques importants (crues) ou d'interventions humaines dans le lit du cours d'eau.

Art. 9.- Canal de fuite

Le canal de fuite est disposé de manière à écouler facilement toutes les eaux que les ouvrages placés à l'amont peuvent déborder et à ne pas aggraver l'érosion naturelle, non seulement à l'aval des ouvrages, mais également à l'amont.

Art. 10.- Mesures de sauvegarde

Les eaux doivent être utilisées et restituées en aval de manière à garantir chacun des éléments mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

Art. 11.- Repères

Il est posé, aux frais du permissionnaire, deux repères définitifs et invariables.

Ces repères fixes, mentionnés à l'article 8, doivent toujours rester accessibles et visibles aux agents de l'administration, ou commissionnés par elle, qui ont qualité pour vérifier la hauteur des eaux.

Le permissionnaire est responsable de leur conservation.

Art. 12.- Obligations de mesures à la charge du permissionnaire

Le permissionnaire est tenu d'assurer la pose et le fonctionnement des moyens de mesure ou d'évaluation des débits, de conserver trois ans les dossiers correspondants et de tenir ceux-ci à la disposition des agents de l'administration, ainsi que des personnes morales de droit public dont la liste est fixée en application de l'article L. 214-8.

Art. 13.- Manœuvre des vannes

Sans objet

Art. 14.- Chasses de dégravage

Sans objet

Art. 15.- Vidange

Le permissionnaire doit en faire la demande au service police de l'eau et prévoir, avant toute vidange du canal, une pêche de sauvetage dont l'autorisation est demandée à l'unité chargée de la pêche de la direction départementale des territoires de la Corrèze.

Art. 16.- Manœuvres relatives à la navigation

Sans objet

Art. 17.- Entretien de la retenue et du lit du cours d'eau

Toutes les fois que la nécessité en est reconnue et qu'il en est requis par le préfet, le permissionnaire est tenu d'effectuer le curage de la retenue dans toute la longueur du remous ainsi que celle du cours d'eau entre la prise et la restitution, sauf l'application des anciens règlements ou usages locaux et sauf le concours qui pourrait être réclamé des riverains et autres intéressés suivant l'intérêt que ceux-ci auraient à l'exécution de ce travail.

Les modalités de curage sont soumises à l'accord du service police de l'eau. Les travaux de curage ne sont autorisés qu'après une visite conjointe sur les lieux du service police de l'eau et de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques (O.N.E.M.A.).

Lorsque la retenue ou les cours d'eau ne sont pas la propriété exclusive du permissionnaire, les riverains, s'ils le jugent préférable, peuvent d'ailleurs opérer le curage eux-mêmes et à leurs frais, chacun dans la partie du lit lui appartenant.

Toutes dispositions doivent en outre être prises par le permissionnaire pour que le lit du cours d'eau soit conservé dans son état, sa profondeur et sa largeur naturels, notamment en considération des articles L. 215-14 et L. 215-15-1.

Art. 18.- Observation des règlements

Le permissionnaire est tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la police, le mode de distribution et le partage des eaux, et la sécurité civile.

Plusieurs articles de police spéciale de l'eau et des cours d'eau s'appliquent explicitement aux ouvrages fondés en titre :

- L'article L.214-6 du code de l'environnement (CE), modifié par l'ordonnance de juillet 2005 puis par la Loi sur l'Eau et les Milieux aquatiques (LEMA), leur rend explicitement applicables les articles L.214-1 à 13 du CE (section I), dont le L.214-4 prévoyant les possibilités de modifications ou de retrait des autorisations sans indemnités.

- L'article L.215-10 s'applique également.

- L'article L.214-17 du CE sur les classements de cours d'eau s'applique également aux usines fondées en titre, notamment l'obligation d'assurer la circulation des migrateurs dans les 5 ans après la prise des arrêtés de classements au titre II.

- L'article L.214-18 du CE imposant un débit minimal garantissant en permanence la vie, la circulation, la reproduction des espèces aquatiques présentes, s'applique pleinement aux usines fondées en titre. Cela signifie que :

- au 1er janvier 2014, tous les ouvrages fondés en titre doivent respecter le 10ème du module (ou le 20ème selon le débit du cours d'eau), en cas de réhabilitation d'un ouvrage fondé en titre actuellement non exploité, le débit garantissant la vie, la circulation et la reproduction des espèces doit être fixé à compter de la notification du présent arrêté.

- si la réalité du milieu aquatique le justifie, le débit réservé d'un ouvrage fondé en titre actuellement exploité peut être ajusté de manière à répondre à l'obligation de garantie de la vie, la circulation et la reproduction des espèces faite par le L.214-18.

Art. 19.- Entretien des installations

Tous les ouvrages doivent être constamment entretenus en bon état par les soins et aux frais du permissionnaire.

Art. 20.- Dispositions applicables en cas d'incident ou d'accident - Mesures de sécurité civile

Le permissionnaire doit informer dans les meilleurs délais le préfet et le maire intéressés de tout incident ou accident affectant l'usine objet de l'autorisation et présentant un danger pour la sécurité civile, la qualité, la circulation ou la conservation des eaux.

Dès qu'il en a connaissance, le permissionnaire est tenu, concurremment, le cas échéant, avec la personne à l'origine de l'incident ou de l'accident, de prendre ou de faire prendre toutes les mesures possibles pour mettre fin à la cause du danger ou d'atteinte au milieu aquatique, évaluer les conséquences de l'incident ou de l'accident et y remédier. Le préfet peut prescrire au permissionnaire les mesures à prendre pour mettre fin au dommage constaté et en circonscrire la gravité, et notamment les analyses à effectuer.

En cas de carences et s'il y a un risque de pollution ou de destruction du milieu naturel, ou encore pour la santé publique et l'alimentation en eau potable, le préfet peut prendre ou faire exécuter les

mesures nécessaires aux frais et risques des personnes responsables.

Dans l'intérêt de la sécurité civile, l'administration peut, après mise en demeure du permissionnaire, sauf cas d'urgence, prendre les mesures nécessaires pour prévenir ou faire disparaître, aux frais et risques du permissionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de l'application des dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions résultant des dispositions du présent article, pas plus que le visa des plans ou que la surveillance prévus aux articles 23 et 24 ci-après, ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du permissionnaire, qui demeure pleine et entière tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien et leur exploitation.

Art. 21.- Réserve des droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Art. 22.- Occupation du domaine public

Sans objet

Art. 23.- Réalisation des travaux

Les travaux relatifs à la modification de l'échancrure (0,35 x 0,25) dans le barrage seront réalisés avant le 31 décembre 2013.

Art. 24.- Contrôles

Les agents du service chargé de la police des eaux, du service chargé de l'électricité, ainsi que les fonctionnaires et agents habilités pour constater les infractions en matière de police des eaux et de police de la pêche, ont en permanence libre accès aux chantiers des travaux et aux ouvrages en exploitation.

A toute époque, le permissionnaire est tenu de donner aux personnes chargés de la police des eaux ou de l'électricité et de la pêche accès aux ouvrages, à l'usine et à ses dépendances, sauf dans les parties servant à l'habitation de l'usiner ou de son personnel. Sur les réquisitions des fonctionnaires du contrôle, il doit les mettre à même de procéder à ses frais à toutes les mesures et vérifications utiles pour constater l'exécution du présent règlement.

Art. 25.- Mise en service de l'installation

Sans objet

Art. 26.- Réserves en force

Sans objet

Art. 27.- Clauses de précarité

Le permissionnaire ne peut prétendre à aucune indemnité ni dédommagement quelconque si, à quelque époque que ce soit, l'administration reconnaît nécessaire de prendre, dans les cas prévus aux articles L. 211-3 (II, 1°) et L. 214-4, des mesures qui le privent d'une manière temporaire ou

définitive de tout ou partie des avantages résultant du présent règlement.

Art. 28.- Modifications des conditions d'exploitation en cas d'atteinte à la ressource en eau ou au milieu aquatique

Si les résultats des mesures et les évaluations prévus à l'article 12 mettent en évidence des atteintes aux intérêts mentionnés à l'article L. 211-1, et en particulier dans les cas prévus aux articles L. 211-3 (II, 1°) et L. 214-4, le préfet pourra prendre un arrêté complémentaire modifiant les conditions d'exploitation, en application de l'article R. 214-17.

Art. 29.- Cession du droit fondé en titre - Changement dans la destination de l'usine

Le permissionnaire doit, s'il change l'objet principal de l'utilisation de l'énergie, en aviser le préfet.

Art. 30.- Redevance domaniale

Sans objet

Art. 31.- Mise en chômage

Indépendamment des poursuites pénales, en cas d'inobservation des dispositions du présent arrêté, le préfet met le permissionnaire en demeure de s'y conformer dans un délai déterminé. Si, à l'expiration du délai fixé, il n'a pas été obtempéré à cette injonction par le bénéficiaire du présent règlement, ou par l'exploitant, ou encore par le propriétaire de l'installation s'il n'y a pas d'exploitant, le préfet peut mettre en œuvre l'ensemble des dispositions de l'article L. 216-1 concernant la consignation d'une somme correspondant à l'estimation des travaux à réaliser, la réalisation d'office des mesures prescrites et la suspension du droit fondé en titre.

Il est rappelé que l'éventuel contrat d'achat par le réseau de distribution local d'électricité de l'énergie produite peut, le cas échéant, être suspendu ou résilié dans les conditions fixées par le décret n° 86-203 du 7 février 1986, modifié par le décret n° 93-925 du 13 juillet 1993, portant application de l'article 8 bis de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz.

Art. 32.-Renouvellement de l'autorisation

Sans objet

Art. 33.- Recours

Sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R421-2 du code de justice administrative.

Art. 34.-

Le présent arrêté est affiché en mairie de SEGUR LE CHATEAU.

Art. 35.-Publication et exécution

Le secrétaire général de la Préfecture de la Corrèze,

Le maire de la commune de SEGUR LE CHATEAU,

Le directeur départemental des territoires de la Corrèze,

Le directeur régional de l'environnement et de l'aménagement du Limousin,

Le commandant du groupement départemental de gendarmerie de la Corrèze,

Les agents techniques et techniciens de l'environnement de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques de la Corrèze,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur PUYDEBOIS Jean et publié aux recueils des actes administratifs de la Préfecture de la Corrèze, et dont copie sera adressée à chaque personne citée ci-dessus.

Fait à Tulle, le 06 DEC. 2013

Pour le préfet et par délégation,

Pour le directeur départemental des Territoires, et par subdélégation,

Le chef du service environnement, police de l'eau et risques,



Stéphane LAC